

LA VÉRITÉ



DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

**POUR LE 35^e ANNIVERSAIRE
DE LA REVOLUTION RUSSE
LE MONDE ENTIER PEUT
CONSTATER L'EXTRAORDI-
NAIRE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE QU'ELLE
A RENDU POSSIBLE**

**Lire en page 3 une analyse
du 19^e Congrès du P. C.
de l'U.R.S.S.
par J.-P. MARTIN**

DIVISION
des partis ouvriers
MISÈRE
dans les foyers ouvriers

Renault diminue les heures de travail. Venant au lendemain du Salon de l'Auto, la nouvelle a fait sensation. Tout le monde y a vu un symptôme de l'état de l'économie française. La charité américaine, les préparatifs de guerre ne l'empêchent pas de végéter dans le marasme, sans aucune perspective d'essor.

La crainte du chômage pèse incontestablement aujourd'hui sur la classe ouvrière, restreignant sa résistance à l'offensive patronale contre les conditions de vie et à l'offensive gouvernementale contre les libertés démocratiques. Mais ce qui est un frein aujourd'hui peut, demain, servir de point de départ à une lutte d'ensemble des travailleurs. Lorsque la presse bourgeoise a signalé la mesure prise par Leflauchoux, elle a montré en même temps son inquiétude à propos d'un rapprochement qui paraissait pouvoir s'effectuer dans la principale usine de France entre les différents syndicats.

Cette menace d'un chômage, ce marasme économique en dépit de la conjoncture d'armements, pose des problèmes extra-syndicaux. Les revendications normales (augmentation des salaires) ne peuvent en soi apporter une solution effective. Incontestablement la classe ouvrière et toutes les couches laborieuses de ce pays se trouvent en face d'un problème politique fondamental. Pour sortir du marasme et éviter la crise il faut une nouvelle orientation à la gestion de l'économie et, par suite, à la gestion de l'Etat: cesser de travailler pour mener la guerre du Vietnam et préparer la troisième guerre mondiale, consacrer l'économie à de grands travaux, à la construction d'écoles, de logements, élever le niveau de vie de masses, exproprier les trusts...

Un tel changement d'orientation ne peut être obtenu rapidement et sans lutte. Dans son récent discours à la Mutualité, Lecœur a repris un thème de l'article de Billoux de mai 1952 :

« Un renversement de la situation politique ne peut être que le résultat de l'action unie des masses. »

Et nous revenons ainsi au problème central qui préoccupe depuis des mois et des mois tous les militants ouvriers, les militants communistes notamment: comment parvenir à obtenir l'action unie des masses? Dans le même discours, Lecœur apporte une solution fort simple: il faut que le militant communiste explique à l'ouvrier socialiste les crimes de son parti:

« La lutte intransigeante pour dénoncer la social-démocratie est donc indispensable dans la lutte contre le capitalisme et pour avancer dans la voie de l'Unité. Cette critique doit être faite largement devant la classe ouvrière et les calomnies des dirigeants socialistes contre l'U. R. S. S. doivent être dénoncées. Il faut faire prendre conscience aux travailleurs socialistes de leurs responsabilités. Il est impossible que des ouvriers socialistes luttant pour le même idéal que leurs frères communistes, puissent encore écouter, sans frémir d'indignation, les monstrueuses calomnies des dirigeants socialistes... »

Il est impossible que des ouvriers socialistes puissent encore...? Mais c'est précisément parce qu'il en est ainsi, parce que des travailleurs suivent encore les chefs socialistes que se pose le problème de l'unité d'action. Les ouvriers socialistes et tous ceux qui suivent le parti socialiste ont déjà entendu à satiété la critique communiste de ce parti, et ce n'est pas en la leur répétant une fois de plus qu'ils cesseront de le suivre. Il faut autre chose.

On n'y parviendra absolument pas en se bornant à dénoncer la politique des chefs socialistes, il faut mettre ceux-ci au pied du mur, ce qui ne peut être fait que par des propositions de la direction du P. C. F. à la direction du P. S., tout d'abord pour une défense commune contre l'emprise réactionnaire grandissante, ensuite pour un programme de mesures au profit des masses qui serait le programme d'un gouvernement de front unique communiste-socialiste.

V. T.

(Suite page 4.)

Pour la défense des libertés démocratiques pour la libération de Le Léap

les Partis Communiste et Socialiste doivent s'unir

Le Léap, secrétaire de la C. G. T., est arrêté ainsi que quatre dirigeants de l'U. J. R. F. Cinq parlementaires du P. C. F. sont sous le coup de demandes de levée d'immunité parlementaire. Henri Martin est toujours en prison. Les militants du P. C. F. ou de la C. G. T. sont victimes de mille injustices ou tracasseries: licenciement des usines, refus de la carte de déporté, etc...

De simili démocrates et plus particulièrement les chefs socialistes « se résignent » car, disent-ils, ce n'est pas parce qu'ils sont ouvriers ou syndicalistes que ces militants sont frappés mais parce qu'ils sont stalinien. D'ailleurs, ajoutent-ils, si demain les Staliniens étaient au pouvoir ils nous en feraient autant. Etranges démocrates, étranges socialistes que ceux qui confient à la réaction le soin de régler les désaccords et de faire régner la justice au sein du mouvement ouvrier. On est vraiment en droit de leur dire: conduisez-vous en véritables socialistes, en véritables défenseurs des libertés démocratiques et vous serez protégés par les travailleurs contre les exactions d'un pouvoir stalinien.

Mais surtout cet argument est faux dans l'immédiat. Ce n'est pas seulement parce que le P. C. F. se refuse à laisser les travailleurs être embrigadés contre l'U. R. S. S. que la répression le frappe — et il n'y aurait-il que cette raison que cela ne justifierait encore pas les Ponce-Pilate. Ce n'est pas seulement parce qu'il est stalinien que le P. C. F. est frappé mais parce qu'il dirige le mouvement anticapitaliste et anticolonialiste des masses (bien ou mal, ceci est une autre affaire qu'on ne demande pas à la bourgeoisie de juger). La preuve en est la répression contre les Nord-Africains ou les Malgaches qui ne sont pas communistes. Pour préparer la guerre pour la propriété privée et le colonialisme la bourgeoisie frappe tout le mouvement démocratique que les socialistes doivent défendre.

D'ailleurs n'est-il pas visible que grâce à cette répression anticommuniste c'est toute la réaction qui se renforce et qui, demain, si on la laisse faire, s'attaquera aussi aux socialistes. Quand ce renforcement de la bourgeoisie permet de réduire impunément les horaires et le niveau de vie, les travailleurs socialistes ou sans parti ne sont-ils pas autant touchés que les communistes?

Cette attaque anticommuniste est un coup contre la classe ouvrière, contre toutes les libertés démocratiques. Si le parti socialiste ne veut pas bafouer son programme et être la prochaine victime il doit renoncer aux subtiles différences entre une « bonne » et une « mauvaise » répression et s'allier au P. C. F. pour la défense de toutes les victimes.

Ceci, des travailleurs socialistes le comprennent, puisque « L'Humanité » peut publier des centaines d'exemples de solidarité de leur part. Mais c'est un fait qu'il en reste encore des dizaines de milliers qui, tout en le comprenant, continuent à suivre leurs dirigeants.

Il faut pourtant absolument que l'Unité d'action se réalise avec eux car c'est la division ouvrière qui est le climat indispensable à la répression. Comment y arriver? Par aucun autre moyen qu'en proposant inlassablement, aux chefs socialistes, la défense des libertés démocratiques en commun. Si la direction du P. C. F. leur disait: nous avons beaucoup de divergences, bien des questions nous séparent, mais est-ce une raison pour laisser piétiner les droits des travailleurs? Unissons-nous pour combattre ensemble sur ce point — les chefs socialistes pourraient-ils se justifier aux yeux de leur base? Ne serait-ce pas une aide irremplaçable aux centaines de socialistes qui s'engagent dans l'unité d'action, pour qu'ils convainquent les milliers de réticents? Aujourd'hui ceux-ci peuvent dire que pour faire l'Unité d'action avec les communistes ils doivent d'abord renier leurs chefs et ils restent à l'écart.

Les militants du P. C. F. et le P. C. F. lui-même sont les premières victimes de ce sectarisme et avec eux tout le mouvement ouvrier.

J. PRIVAS.

MARTY - TILLON A LA VEILLE D'ÊTRE EXCLUS?

par Pierre Frank

Au moment où nous composons ce numéro, l'affaire Marty-Tillon approche de son dénouement dans le P. C. F. Le B. P. a renvoyé la question devant le Comité Central, et l'exclusion paraît probable.

Ils n'ont pas voulu faire leur « autocritique », déclare le B. P. Cette « autocritique », ce n'est pas un exposé de leurs vraies positions politiques, c'est l'acceptation de la version qu'en donne le B. P. et leur condamnation. La preuve en est donnée par la manière dont Lecœur exposa les divergences à la Mutualité. Marty s'était en privé déclaré hostile à la politique du P. C. F. en 1944-45, qui fit entrer des dirigeants de ce parti dans un gouvernement présidé par De Gaulle. Avec un aplomb sans pareil, Lecœur attribua à Marty la politique qui a été suivie par la direction du P. C. F.:

« André Marty défendait la thèse que les communistes étaient des gaullistes conséquents », c'est-à-dire, non pas des prolétaires révolutionnaires luttant d'une façon indépendante pour la prise du pouvoir, mais des éléments d'appoint du gaullisme ».

De même pour Tillon qui déclara récemment que le P. C. F. n'avait pas pris le pouvoir en 1944-45 en raison de « ses engagements » avec ses alliés. Lecœur, feignant l'indignation, dénonce « les engagements de Tillon »:

« Les engagements » de Charles Tillon étaient ceux de son opportunisme politique qui lui faisait placer le Parti à la remorque du mouvement en général, de De Gaulle en particulier. »

Le déroulement de toute l'affaire apparaît très clairement. Marty et Tillon sont d'abord dénoncés pour « travail fractionnel » et, sur ce point, tout le parti les condamne. Puis le B. P., dans son document du 3 octobre, dénonce les positions politiques que les sanctionnés devront renier sous forme « d'autocritique ». Le document ne défigure que partiellement les positions

des sanctionnés car on espère encore qu'ils feront amende honorable. Le document ne traite surtout que les divergences du passé et met dans l'ombre les divergences sur la politique actuelle. Il ne peut en tout cas soulever de grandes discussions après que les cellules ont condamné le travail fractionnel. Mais Marty et Tillon résistent à faire une « autocritique » qui pourrait les liquider politiquement pour l'avenir. Après les avoir empêché d'exprimer leurs idées dans le parti afin que celui-ci ne puisse prendre position en connaissance de cause, la direction fausse davantage encore les divergences, attribue à Marty et Tillon sa politique de collaboration de classe de 1944-47 et dénonce leur liquidationnisme, leur « opportunisme » indécent... Ceux qui reflétaient au B. P. le courant de gauche de ce parti deviennent des droitiers, des « corps étrangers » à qui un ultimatum est adressé.

Pour corser l'atmosphère, on fait précéder la session du C. C. qui doit trancher l'affaire Marty-Tillon par l'exclusion de Guingouin, avec des motifs pimentés de questions d'argent.

Visiblement, la direction du P. C. F. a dégradé le débat pour exclure Marty et Tillon de telle façon qu'une fois à l'extérieur du P. C. F., ils réagissent autrement que sur le plan de la lutte des idées. La direction veut les amener non à défendre leurs idées mais à se lancer dans des polémiques sur des questions sordides d'où se détournent les militants communistes.

Les militants du P. C. F. qui pensent comme Marty et Tillon qu'il fallait lutter pour le pouvoir en 1944-45 et que les signatures ne permettaient pas de lutter contre la guerre, se sont tus depuis bientôt deux mois et ils ne les suivront vraisemblablement pas au dehors du P. C. F. pour créer une nouvelle organisation. Pour la plupart d'entre eux, cette affaire n'a été que le début d'une période de réflexion. Ils ne font

(Suite p. 2.)

EISENHOWER ÉLU LA GUERRE EST EN BONNES MAINS

L'ampleur de la victoire électorale du général Eisenhower a surpris tous les observateurs. Elle ne s'explique pas par une défaite écrasante de son concurrent, Stevenson. Au contraire, celui-ci a eu plus de voix que celles avec lesquelles Truman avait été élu en 1948. On peut donc supposer que le bloc des voix syndicales, des voix des farmers pauvres et des minorités nationales lui est resté acquis. Les 8 millions de voix qu'Eisenhower gagne par rapport au candidat républicain malheureux de 1948, ce sont des voix nouvelles, des voix de couches sociales s'étant dans le passé désintéressées de la politique, et que le général a gagnées pour sa croisade contre le communisme: couches petites-bourgeoises d'employés, de ménagères, de voyageurs de commerce, de petits commerçants et de farmers moyens. C'est ce qui donne à la victoire d'Eisenhower un caractère nettement plébiscitaire.

Le millionnaire Stevenson était, tout comme Eisenhower, un candidat acceptable au Grand Capital. Mais avec Eisenhower, le grand capital et plus précisément le trust de l'industrie lourde et les banquiers de Wall-Street, gouverneront de façon plus directe qu'ils ne l'ont fait depuis longtemps. Ils avaient jeté tout leur poids dans la bataille aux côtés du Général: argent, presse, radio, télévision, publicité, partout Eisen-

M. BLANCHARD.

(Suite page 3.)

POUR LES 200.000 FR.

Avoir atteint près de 90.000 francs vers le milieu de notre campagne est un résultat très encourageant mais il est encore insuffisant pour atteindre les 200.000 francs nécessaires à notre fond de démarrage. Il aurait fallu dépasser les 100.000 francs.

Tout le Parti doit redoubler d'efforts pour que d'ici le numéro de décembre ce retard soit rattrapé et dépassé.

Lecteurs, sympathisants, souscrivez, abonnez-vous!

Souscription centrale, 7.532; J. Bertrand, 100; Groupe de sympathisants du 20°, 325; Saïgon, 2.000; Un ami du 18°, 800; Liste 42, 300; Un groupe du 19°, 800; Un groupe du 19°, 800; Suzanne (Belgique), 740; Un sympathisant du 11°, 300; Liste 110, 4.850; Liste 161, 2.825; Liste 138, 2.130; Liste 120, 1.760; Liste 147, 2.300; Liste 213, 1.200; Liste 317, 350; Liste 511, 550; Liste 32, 2.425;

Germain, 500; T. Jalet, 820; A. Pablo, 500; Abonnements, 12.800. — Total, 45.907. — Total précédent, 42.595. — Total général, 88.502.

CORRESPONDANCE et PERMANENCE
LE SAMEDI APRES-MIDI
P. C. I.: P. FRANK,
10, rue de Lancry, Paris (10°)

Abonnement: 1 an 200 francs.

CORVIN c/o P. FRANK, 10, rue de Lancry, Paris
C. C. P. 6964-96

LEON BOURIE

Le 16 octobre, à l'âge de 70 ans, après 6 mois de maladie. Léon Bourie s'éteignait au terme d'une vie toute entière consacrée à la classe ouvrière. Entré en 1907 au Parti Socialiste il passa successivement au Parti Communiste en 1920 et à la IV^e Internatio-

nale en 1936. Il rejoignit la C. G. T. U. après la première scission syndicale et revint ensuite à la C. G. T. réunifiée. Son activité militante ne connut ainsi aucune interruption pendant près de 45 ans. Particulièrement actif sur le plan syndical il se fit le défenseur inlassable de ses camarades cheminots comme délégué et responsable de son syndicat. Cette activité lui valut d'être sanctionné à plusieurs reprises et notamment en 1920 et elle lui valut aussi de ne jamais connaître un avancement que ses capacités auraient justifié. Ce qui était remarquable dans ce militant tenace et modeste c'était à la fois sa perspicacité politique et le véritable amour qu'il apportait à l'accomplissement des tâches qui lui étaient confiées. A l'âge de la retraite il avait su trouver dans d'obscures tâches administratives la possibilité de continuer à prouver son attachement à sa classe et à son parti. Dans les derniers événements que vient de connaître le P. C. I. il avait su une fois de plus, sans hésitation, prouver sa lucidité politique et sa fidélité révolutionnaire. Nous ne pouvons lui rendre un meilleur hommage qu'en faisant tous nos efforts pour donner à la classe ouvrière beaucoup de militants à son image.



APRES LES DECLARATIONS DE HERRIOT, DALADIER ET CIE

Le Gouvernement Communiste-Socialiste POUR LE REGROUPEMENT des classes moyennes et des ouvriers

La fin d'octobre a vu se dérouler plusieurs Congrès des partis gouvernementaux. A Bordeaux, au Congrès Radical, Daladier et Herriot déclarèrent leur opposition au traité de Paris sur l'armée européenne. Au Congrès de l'U. D. S. R., à Clermont-Ferrand, Mitterrand soulignait que la France n'avait obtenu aucune garantie en Méditerranée, tout en ayant accepté les obligations atlantiques. D'un côté c'est contre la renaissance d'une armée allemande que s'élèvent Herriot et Daladier, d'un autre côté c'est contre l'ingérence du capital améri-

cain dans l'économie de l'Afrique du Nord que s'élève Mitterrand.

Dans ce but le Parti Communiste propose la constitution d'un Front National Uni. Peut-il s'agir d'une alliance avec les chefs radicaux qui tout en rechantant sur la politique atlantique, soutiennent Brune et Martinaud-Déplat et votent les crédits de guerre? Plus largement peut-on recréer un Front Unique anticapitaliste en s'alliant avec des défenseurs de l'ordre capitaliste comme ce fut fait sous le Front Populaire? Or ce que les classes moyennes demandent c'est précisément la réalisation d'un programme qui abattrait la puissance des trusts et des banques qui les oppriment, qui offrirait la paix au monde, qui en élevant le niveau de vie des masses leur permettrait de travailler et de vivre.

Mais si cela n'est pas possible avec Herriot et Daladier faut-il pour autant renoncer à sortir de la division ouvrière? Ou bien faut-il attendre que les classes moyennes qu'influencent encore le parti radical et surtout le parti socialiste aient perdu confiance dans ces partis et rejoignent le communisme ou acceptent la direction du P. C. F. dans le Front National Uni. Entre temps la réaction se renforce et la guerre se prépare.

Si on veut s'allier avec les ouvriers et les petites gens qui ont confiance dans le Parti Socialiste il faut s'adresser à celui-ci pour lui offrir la réalisation en commun des objectifs socialistes pour lesquels sa base croit et veut lutter. Alors ils feront pression sur leurs chefs ou les quitteront.

En partant des revendications de tous les jours: salaires, libertés, etc., on unirait la classe ouvrière et les classes moyennes

Service d'Édition et de Librairie
A l'occasion des Fêtes du
Nouvel An vous offrirez
des livres. Achetez-les au
S. E. L.

Marxisme, Littérature, Art.
Livraison franco sous 8 jours.

L'Afrique du Nord à l'O. N. U.

L'inscription des affaires tunisiennes et marocaines à l'ordre du jour de l'Assemblée des Nations Unies a soulevé l'indignation de la bourgeoisie française, de son gouvernement et de sa presse. Il s'agit à les entendre, d'ingérence intolérable dans les affaires intérieures de la France, de violation de la charte des Nations Unies, de dangers précédents, etc...

Lorsqu'il avait fallu couvrir l'intervention contre-révolutionnaire en Corée du drapeau de l'O. N. U., nos bons colonialistes français n'avaient certes pas trouvé de tels accents. L'extermination de toute une population par le napalm et peut-être demain par la bombe atomique ne leur semble pas une intolérable ingérence.

Toute cette feinte indignation traduit en réalité la rage de l'impérialisme français contraint d'avouer son impuissance en face de la résistance des masses Nord-Africaines. Elle traduit également sa crainte de voir son concurrent américain en profiter pour accentuer son ingérence en Afrique du Nord.

En effet, si ces affaires viennent aujourd'hui devant l'O. N. U., si l'impérialisme américain a soutenu l'inscription, c'est parce que depuis la dernière session de l'Assemblée la bourgeoisie française a été incapable, malgré tous ses efforts, de briser la résistance des peuples marocains et tunisiens en lutte pour leur indépendance.

A ce titre cette inscription est un échec pour l'impérialisme français et souligne l'ampleur de la lutte du mouvement de libération dans ces pays.

Mais l'O. N. U. n'en est pas pour autant devenue un organe de défense des peuples opprimés. Et si l'impérialisme américain entre en conflit avec son vassal français ce n'est pas à propos du principe de la domination colonialiste mais sur les moyens de la réaliser. L'O. N. U. reste ce qu'elle est: une institution dominée par les grands impérialismes pour la défense de leurs intérêts et éventuellement le règlement à l'amiable de leurs conflits.

Il s'agit pour la bourgeoisie américaine d'imposer un règlement des affaires d'Afrique-du-Nord favorable, tant à ses visées personnelles qu'aux intérêts généraux de la stratégie atlantique. Ce n'est pas par hasard si les délégués américains ont manœuvré pour que le débat sur le Maroc et la Tunisie suive la discussion sur la Corée et précède celle sur la sécurité collective. La pression et le marchandage apparaissent ainsi clairement.

En fin de compte cette question sera avant tout réglée dans le souci de servir le but commun de tous les impérialismes: renforcer leur camp en vue de la guerre qu'ils préparent. Et à ce titre les peuples coloniaux n'ont rien à y gagner.

Mais ce débat ne révèle pas seulement la faiblesse de l'impérialisme français. Il souligne aussi l'obstacle considérable que constitue la lutte des peuples coloniaux pour les préparatifs de guerre de l'impérialisme. C'est en cela qu'il est un succès pour la lutte des peuples d'Afrique du Nord et non en raison des décisions qui peuvent en sortir.

C'est seulement le renforcement de cette lutte, dans l'Unité du Front Nord Africain, en liaison avec les travailleurs des métropoles, qui assurera la libération définitive des peuples d'Afrique du Nord.

EN ALGÉRIE,

la répression sévit aussi

Les faits suivants, extraits de communiqués du M. T. L. D. algérien, prouvent que sous le couvert de l'antistalinisme ce sont toutes les libertés que frappe la bourgeoisie.

Les socialistes doivent le comprendre et se joindre à la défense des mouvements coloniaux et de toutes les victimes de la répression.

Le 11 octobre, à 18 heures, à Souma (Alger), au douar Bahli, les gendarmes pénétrèrent de force dans le magasin de M. Hamida Ali. Sans mandat de perquisition, le magasin fut fouillé et son propriétaire malmené et verbalisé.

Le 15 octobre, c'est M. Boumesid Mohamed qui fut provoqué. Sans aucun égard pour sa qualité d'élus municipal, il fut, à son tour, injurié et menacé.

Ainsi, après les douars de Faroukha et Guerouaou, les gendarmes de Boufarik s'acharnent sur le douar Bahli.

Par ailleurs, à Lourmel (Oran), le maire et sa milice ne cessent de multiplier leurs provocations. On se souvient que le 23 août la population indignée protesta, en cortège, contre les agissements de la milice. Le maire répondit par des menaces.

La police de Nemours (départ. d'Oran) chargea la foule et se servit de ses armes. Kachraoui Mohamed, vieillard de 65 ans, a été blessé d'une balle à la jambe. La bagarre se poursuivit à travers les rues de la ville entre la police et les manifestants et a fait de très nombreux blessés de part et d'autre.

Lundi 13 octobre, vers 20 heures, à Aïn-Bédida, le commissaire de police, accompagné de sept de ses agents et du zélé P. R. G. Gussi, pénétrèrent de force dans le local de la Section M. T. L. D. Sans mandat de perquisition et à une heure indue, ils fouillèrent tout le local. Le jeune militant Ghergui, qui s'était opposé à ce coup de force, a été brutalisé. Six autres militants furent arrêtés et emprisonnés à la gendarmerie jusqu'au lendemain matin.

Mardi 14 octobre, furieuse de n'avoir rien trouvé, la police entreprit une rafle monstre en ville dans le but d'intimider la population. Dix Algériens ont été arrêtés. Une délégation M. T. L. D. qui s'était rendue auprès du commissaire de police pour protester fut, à son tour, retenue en prison. Grâce à la réprobation générale de la population, toutes ces victimes de l'arbitraire furent relâchées le lendemain matin.

Les travailleurs vietnamiens en France contre Bao-Daï

Le Congrès National de l'Association des Travailleurs Vietnamiens en France s'est réuni les 4 et 5 octobre 1952 à Paris.

Il a élevé une énergique protestation contre la dissolution de l'Association des émigrés espagnols et de l'Association des étudiants progressistes chinois dont le siège est à Paris.

...Devant la menace de la réaction qui monte en France, l'Association des Travailleurs Vietnamiens en France appelle à l'union tous les mouvements démocratiques, toute la classe ouvrière française et étrangère en vue d'établir un Front Commun contre l'impérialisme.

Le Congrès a adopté une « Adresse aux Travailleurs Nord-Africains en France » disant notamment: « Il vous assure de son soutien inconditionnel dans votre lutte pour l'émancipation nationale. Il proclame sa solidarité envers toute action qui combat la réaction impérialiste et contribue à la libération des patriotes emprisonnés en Algérie, en Tunisie et au Maroc. »

Le Congrès nous a également fait parvenir un Manifeste contre Bao-Daï disant notamment:

« Mais, malgré leurs tentatives Bao-Daï et sa clique n'ont réussi à susciter aucun écho. Ils ont échoué complètement au point de vue politique comme au point de vue économique et social. La « carte Bao-Daï » préconisée par l'impérialisme visait à détacher du mouvement de la Résistance un certain nombre d'éléments nationalistes. Cependant les résultats s'avèrent aujourd'hui nuls. Bao-Daï et sa clique ont pu rallier tout juste les anciens cadres du mandarinat et les couches bourgeoises les plus corrompues de la société vietnamienne. La grande majorité des nationalistes restent dans les rangs de la Résistance... »

...La grande majorité des Vietnamiens en France ne se laissent pas tomber dans leur piège. Ils apportent toujours leur soutien agissant à la résistance héroïque des masses vietnamiennes. Ils sauront s'unir dans un puissant Front unique contre l'impérialisme et Bao-Daï. »

RÉUNION DES
“Amis de la Vérité”
Les voies de la Ré-
volution dans les
partis de masse en
Europe par J. Privas

Vendredi 5 Décembre à 20 h 30
SALLE LANCY - 10, rue de Lancry

Marty-Tillon à la veille d'être exclus

(Suite de la première page)

que commencer à relier toute une série d'événements, à en comprendre les causes et les conséquences. Ce dont ils ont le plus besoin aujourd'hui, c'est une explication politique claire, qui dissipe les mensonges déversés par la direction du P. C. F. sur toute la politique suivie dans les dernières années et qui les oriente sur la politique à suivre à présent pour réaliser l'unité d'action de la classe ouvrière.

A la prochaine session du C. C., la direction du P. C. F. pense mettre un point final à cette affaire Marty-Tillon. La réalité sera autre. Les problèmes politiques défigurés effrontément, la crise refoulée bureaucratiquement, ressurgiront dans des conditions nouvelles du haut en bas dans le mouvement dirigé par les stalinien. Le courant qui, pour les besoins de la cause, est un jour qualifié de sectaire, responsable de la « frénésie »,... et le lendemain de liquidateur, opportuniste..., mais qui au fond représente l'aspiration du prolétariat révolutionnaire à une ferme ligne de lutte pour le pouvoir, ce courant de gauche du mouvement contrôlé par le P. C. F. ne manquera pas de se fortifier dans sa pensée politique, de grandir numériquement. Et, à une étape ultérieure, dans notre période de préparation à la guerre et à la révolution, il deviendra suffisamment puissant pour s'organiser et pour briser le carcan bureaucratique stalinien.

Le XIX^e Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S.

par Jean-Paul MARTIN

Dans le compte rendu des travaux du récent Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. qu'Auguste Lecœur a fait à la Mutualité le 29 octobre, il n'a également pas donné d'explication sur la convocation si tardive du Congrès, treize années entières après celui de 1939.

Du temps de Lénine, pendant la Révolution, les Congrès du P. C. Russe étaient convoqués très régulièrement tous les ans, même à la veille de la prise du pouvoir, même pendant la guerre civile à l'intérieur et quand l'impérialisme, par une guerre contre-révolutionnaire, tentait d'écraser dans l'œuf le jeune Etat ouvrier. Les Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. ont commencé à être de plus en plus espacés avec la lutte contre l'Opposition de gauche et la destruction — y compris physique — de toute l'ancienne génération de bolcheviks qui avait construit ce Parti et fait la Révolution.

Le Parti est devenu « monolithique », mais en même temps a cessé d'être un organisme vivant, démocratique, du prolétariat russe, qui élaborait collectivement sa politique. Celle-ci est élaborée en réalité par un tout petit nombre de gens, hier du Bureau Politique, aujourd'hui après le Congrès du Secrétariat et du Presidium, qui décident souverainement. Les Congrès, convoqués de temps à autre, n'ont qu'à entériner, plébisciter une politique et non à la décider collectivement. Voilà pourquoi il n'est ni utile ni nécessaire de les convoquer souvent.

POURQUOI CE CONGRES ?

Cependant si Staline et l'équipe du Bureau Politique avaient décidé de convoquer le 19^e Congrès, c'est qu'ils avaient naturellement d'importantes raisons pour le faire. Quelles étaient ces raisons ?

En lisant attentivement tous les documents du Congrès, on arrive à la conclusion que celui-ci a été convoqué avant tout pour des raisons d'ordre intérieur. Il s'agissait, pour l'équipe dirigeante, de reprendre le parti plus fermement en main et de rétablir, à travers celui-ci un meilleur contact avec les masses soviétiques.

Pourquoi cette opération était-elle nécessaire ? Parce que la situation intérieure de l'U. R. S. S. et la situation internationale tendue qui évolue vers une nouvelle guerre mondiale, rendraient nécessaire une préparation adéquate du principal instrument avec lequel opère l'équipe dirigeante en U. R. S. S., le P. C.

POUSSÉE A GAUCHE dans les Syndicats de l'Allemagne de l'Ouest

Du 13 au 17 octobre 1952 s'est réuni à Berlin le II^e Congrès ordinaire de la C. G. T. allemande (D. G. B.) qui groupe l'ensemble des syndicats ouvriers d'Allemagne Occidentale et de Berlin-Ouest. Ce Congrès exprime le mécontentement des militants de base et des cadres moyens envers la politique de la direction syndicale. On reprocha à Fette, von Hoff et les autres bureaucrates les plus droitières : 1^o Leurs prises de positions en faveur du réarmement allemand et du Plan Schumann, avant qu'aucune conférence de la Confédération n'ait pris position sur cette question ; 2^o Leur capitulation devant le gouvernement dans la question de la co-gestion, au cours du mois de juillet dernier, quand une action revendicative contre un projet de loi réactionnaire limitant les droits des Comités d'Entreprises fut brusquement arrêtée au moment où les travailleurs étaient prêts à son extension. Fette se défendit de façon désespérée contre ces reproches et chercha à s'accrocher à sa position de président de la C. G. T. Mais il fut battu au vote, recevant les voix de 158 délégués, contre 184 voix pour Walter Freitag, le président du syndicat des métallurgistes qui devient donc le nouveau président de la C. G. T. allemande.

Il y a peu de nuances qui distinguent les opinions personnelles de Freitag de celles de Fette. Mais l'importance de ce changement ne réside pas dans les différences de personnes, mais dans le fait que sous la pression de la base il a fallu opérer une modification dans l'appareil syndical. Freitag représente pour les travailleurs une politique plus combattive, plus socialiste à la tête des syndicats. C'est un premier succès de l'opposition syndicale. Si Freitag déçoit les espoirs que les travailleurs placent en lui, d'autres succès du même genre suivront.

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN U. R. S. S.

La situation en U. R. S. S., telle qu'elle s'éclaire plus justement à la lumière des travaux du Congrès, est caractérisée par deux faits importants : 1^o Des progrès économiques incontestables de portée vraiment historique, qui sont dus aux nouvelles formes de production instaurées par la Révolution d'Octobre, l'économie étatisée et planifiée ; 2^o Des contradictions sociales qui subsistent toujours et dont la principale est celle qui oppose la grande masse des travailleurs soviétiques aux bureaucrates dominant l'appareil de l'Etat et du Parti (hauts fonctionnaires et hauts techniciens).

Le Congrès a révélé les grands progrès économiques de l'U. R. S. S. et les tendances progressives de son économie. Il suffit de dire que la production industrielle sera portée à la fin du plan quinquennal actuel en 1955 au triple de celle de 1940 !

D'autre part, le développement économique de l'U. R. S. S. est arrivé à son niveau supérieur où se pose objectivement la question de l'incorporation du domaine coopératif kolkosien de la production agricole au reste du domaine étatisé et planifié de l'économie afin d'éliminer les entraves qu'il comporte actuellement pour la bonne marche de la planification. La discussion de cette question par le Congrès et par l'article de Staline publié dans *Bolchevik* reflète un problème réel résultant d'un développement objectif supérieur de l'économie soviétique.

LA MALADIE BUREAUCRATIQUE

Mais les rapports présentés au Congrès, surtout ceux de Malenkov et de Khrouchtchev, ont en même temps révélé une série de faiblesses et de vices de la vie économique et sociale de l'U. R. S. S. qui tiennent à l'existence d'une bureaucratie entrant de plus en plus en conflit avec les progrès économiques et culturels du pays. Malenkov fut obligé de mettre à nu les gaspillages, les fraudes et les vols que les fonctionnaires bureaucratiques commettent dans la gestion de l'économie, ainsi que l'existence de certain marché parallèle fonctionnant au détriment du plan et enrichissant certaines couches de la population.

D'autre part, devant les critiques et les plaintes de la masse des travailleurs, de plus en plus choqués par l'attitude arrogante, autoritaire, et même méprisante des bureaucrates de l'Etat et du Parti, Malenkov et Khrouchtchev furent obligés de consacrer de longues tirades contre ces fléaux et de promettre une plus grande liberté de critique, et une discipline unique aussi bien pour les chefs que pour la base.

Toute cette partie des travaux du Congrès apparaît comme une tentative pour révaloriser en quelque sorte le Parti aux yeux des masses soviétiques. Celles-ci aidées par les progrès économiques et culturels doivent devenir de plus en plus critiques envers les excès du bureaucratisme.

LE P. C. DE L'U. R. S. S. ET LA MENACE DE GUERRE

L'évolution de la situation internationale qui reste si tendue, et évolue vers la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme coalisé dirigé par Washington a naturellement trouvé son écho au Congrès et l'a influencé. Dans quel sens ?

Il ressort clairement de tous les discours prononcés au Congrès que les dirigeants ont visé avant tout à calmer toute crainte des masses soviétiques à ce sujet, en exagérant à dessein d'un côté la force matérielle et militaire de l'U. R. S. S. et de l'autre côté la faiblesse du camp impérialiste déchiré par ses antagonismes intérieurs. Mais, tandis que Staline, dans un passage de son article, dont on a tellement parlé, met l'accent sur la probabilité plus grande d'une guerre entre certains pays capitalistes et les Etats-Unis, que de la guerre de l'impérialisme coalisé contre l'U. R. S. S., la Chine, les « Démocraties Populaires », le Congrès a mis l'accent sur la menace de cette dernière guerre. Et Staline lui-même, dans son discours final, a en quelque sorte renié ce qu'il a dit dans son article. En effet, si les bourgeoisies européennes de France, d'Angleterre, d'Allemagne, pouvaient retrouver leur indépendance à l'égard des Etats-Unis y compris par la guerre, comme Staline l'a dit dans son article, dans ce cas on ne pourrait pas les accuser d'avoir perdu « toute trace » du « principe national », et de vendre « ses

droits et l'indépendance de la nation pour des dollars », comme il l'a dit dans son discours final.

La contradiction entre le passage de l'article de Staline et le discours final est flagrante et fut remarquée même par de sérieux observateurs bourgeois de la politique soviétique. Elle signifie soit que Staline visait, dans l'article, à produire un effet sur certaines couches de la population soviétique qui craignent la guerre d'un impérialisme coalisé sans fissures, soit qu'il y a effectivement des divergences entre les membres du B. P. soviétique à ce sujet (Staline avait parlé dans son article de « certains camarades » qui ne pensaient pas comme lui), que le Congrès n'a pas suivi la perspective de Staline, et que celui-ci plutôt a jugé nécessaire à la fin de s'aligner sur le reste du Congrès.

LE XIX^e CONGRES ET LES P. C. NATIONAUX

Une dernière question enfin : comment les directions des P. C. interprètent-elles le bilan du Congrès ?

Nous avons là-dessus déjà certaines indications, aussi bien par l'article que l'organe du Kominform a consacré au Congrès que par le compte rendu de Lecœur à la Mutualité. Elles s'inspirent du discours final de Staline qui a souligné trois idées : que la bourgeoisie est devenue complètement réactionnaire, complètement antinationale ; et que les Partis Communistes élevés au rang de nouvelles « brigades de choc » du « mouvement révolutionnaire et ouvrier mondial » à l'exemple du P. C. soviétique travaillant dans des conditions (selon Staline) plus faciles que celles des Bolcheviks avant Octobre peuvent miser « sur des succès et des victoires dans les pays de la domination du capital », c'est-à-dire peuvent miser sur une proche accession au pouvoir. C'est ce que Lecœur a traduit par la perspective qui est maintenant « proche », celle du socialisme dont jouiront « non seulement nos enfants mais nous-mêmes ».

On verra de quelle façon Lecœur liera cette perspective socialiste aux luttes et aux campagnes du P. C. F. et, de retour de Moscou, rectifiera encore une fois la ligne si malmenée déjà depuis un certain temps.

Le numéro d'Octobre 1952 de
« QUATRIEME
INTERNATIONALE »
AU SOMMAIRE :
De l'article Billoux à l'affaire
Marty-Tillon, par M. PABLO.
La réforme agraire en Chine, par
KIM.
Les événements d'Egypte, par
MUNIR.
J.-P. Sartre, le Léninisme et le
Stalinisme, par P. FRANK.
La victoire de Trotsky, par E.
GERMAIN.

Eisenhower élu, la guerre est en bonnes mains

(Suite de la première page)

hower disposait de moyens illimités. Ces capitaux investis dans « l'entreprise-élection » doivent maintenant rapporter de plantureux dividendes. Le général plébiscité deviendra le premier garant du profit des trusts. Leur part dans la distribution des commandes de guerre augmentera. Leur volonté de reconquérir la partie du marché mondial, où leurs marchandises et leurs capitaux ne peuvent plus librement affluer, sera incarnée dans le président Eisenhower. L'élection d'Eisenhower, c'est l'aboutissement de 5 années de préparation « morale » effrénée pour la 3^e guerre mondiale aux Etats-Unis : une majorité substantielle du peuple américain s'est prononcée prête à la « lutte finale », sous le commandement d'un président qui pour ce genre de « job » est certes le plus adéquat. Ainsi, le Grand Capital américain obtient les conditions les meilleures pour se lancer dans sa croisade mondiale pour le rétablissement de la propriété privée. La marche vers la guerre se trouve ainsi précisée, et dangereusement accélérée.

Sur le plan intérieur, le président Eisenhower ne rompra guère de façon brusque avec la politique de ses prédécesseurs. Il

NOUVELLES de l'Internationale

Le 9^e Congrès Parti Ouvrier Révolutionnaire

(Section Bolivienne de la IV^e Internationale)

Le Congrès s'est tenu à la fin septembre. Des délégations ouvrières et paysannes venues de toutes les régions du pays y participèrent.

Le Congrès adopta l'orientation politique internationale définie par le 3^e Congrès Mondial de l'Internationale, divers rapports sur l'activité syndicale, les questions organisationnelles et un important document sur le développement de la Révolution en Bolivie.

Le rapport insista sur la combattivité de la classe ouvrière qui ne s'est pas relâchée depuis l'insurrection du 9 avril. Elle se manifeste par le renforcement de la C. G. T. bolivienne (C.O.B.) qui devient le centre d'unification des ouvriers et des paysans. Le 2 septembre la C. O. B. organisa une grande manifestation où les ouvriers participèrent en armes. Elle prépare son Congrès National sur la base d'un projet de rapport extrêmement radical exigeant la nationalisation des mines sans indemnité, la réforme agraire et l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Le Congrès du P. O. R. décida de maintenir son soutien au gouvernement pour toutes ses mesures progressives et contre les attaques de l'impérialisme et de la réaction. En même temps le P. O. R. soutien l'aile gauche, composée d'ouvriers, de paysans et de petits bourgeois pauvres, du Mouvement National Révolutionnaire contre l'aile droite actuellement au gouvernement.

Le développement révolutionnaire des masses met à l'ordre du jour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan de cette aile gauche s'appuyant sur les syndicats et les comités de masse, étape transitoire vers la dictature du prolétariat.

Le Congrès montra la profonde liaison du P. O. R. avec les masses et son influence grandissante dans les syndicats.

Dans notre prochain numéro un compte rendu de nos camarades cinghalais retour du Congrès des peuples de Pékin.

GOLDIE GELDMAN

Après 22 ans de lutte pour le socialisme vient de mourir, à l'âge de 45 ans, la camarade Goldie Goldman, membre du Socialist Workers Party (parti trotskyste américain).

Notre mouvement perd une admirable militante qui restera un exemple pour sa grandeur d'âme et son dévouement.

Goldie Goldman fut, entre autre, une organisatrice du Comité d'Aide aux Travailleurs Européens qui, après la dernière guerre, fit preuve d'une solidarité inoubliable à l'égard de notre mouvement. Nos camarades, retour de déportation, en particulier, purent, grâce à ce Comité, recevoir les soins nécessaires et certains lui doivent la vie.

Que la famille de Goldie Goldman et le S. W. P. trouve ici l'expression de notre sympathie.

Renault réduit les heures de travail

Cela fait maintenant plus d'un mois que la crise qui touchait déjà à certain nombre d'entreprises de la métallurgie est venue frapper la plus grande usine de France : Renault.

Le vendredi 10 octobre la Direction affichait une diminution des horaires de certains ateliers de 48 à 45 heures. Le vendredi 17 octobre l'horaire de l'ensemble des ateliers était ramené à 45 heures et celui des bureaux à 42 heures.

Résultat: 10 % de salaire en moins.

Depuis, dans toute l'entreprise l'inquiétude des travailleurs est grande. Va-t-on réduire encore les horaires jusqu'à 40 heures et même en-dessous? Va-t-on ensuite licencier en commençant par les plus âgés et les femmes? Va-t-on fermer l'usine en fin d'année sous des prétextes d'inventaire et procéder, ensuite, à un réembauchage individuel bien commode pour permettre à la Direction une « épuration » de tous ceux qui la gênent? Les bruits les plus alarmants circulent, basés sur des faits tels que l'accumulation des stocks de l'usine, la diminution du carnet de commande, etc... La 4 CV est trop chère, elle ne se vend plus! Après la perte de salaire actuelle, le chômage va-t-il venir?

Comment se défendre? Que faire? 40.000 travailleurs se posent ensemble cette question, lisent avidement tracts et affiches, discutent (et pas seulement de la situation à l'usine, mais de ses causes: la politique gouvernementale, la guerre qu'elle prépare...). « Il faudrait être tous unis » « mais comment y arriver? »

LA MEILLEURE ARME: L'UNITE

S'unir pour empêcher les diminutions de salaires consécutives à la baisse des heures, contre les menaces de licenciements: voilà l'idée qui fait son chemin parmi les 40.000 de chez Renault.

La Direction, le gouvernement en ont peur. Dès l'annonce des réductions d'horaires à la Régie, « Le Monde » posait la question: « La diminution des heures de travail va-t-elle favoriser l'unité d'action des organisations syndicales à la Régie Renault? »

Lefaucheur aussi a peur de cette unité. C'est pourquoi lui et ses valets, à l'intérieur de l'usine, s'efforcent de faire obstacle. Le Syndicat dit « indépendant » Renault dénonce les propositions d'unité d'action de la C. G. T. comme une manœuvre politique et sort sa camelote gaulliste en préconisant l'association capital-travail. De son côté la Direction décrète qu'en fonction d'un mode de paiement au forfait le salaire des cadres, contrairement à celui de l'ensemble du personnel, ne sera pas diminué par la réduction d'horaires. Ainsi que le déclare un tract, des Ingénieurs et Cadres C. G. T., cette mesure exprime la volonté de la Direction de renforcer son autorité sur le personnel dirigeant de l'usine afin de pouvoir éventuellement l'utiliser pour l'application des me-

CHEZ CHAUSSON

LES JEUNES

premières victimes de la crise

La question du réembauchage des jeunes qui reviennent du service militaire a dernièrement été abordée au Conseil d'Entreprise.

En effet, à la demande de reprise formulée par la plupart d'entre eux la Direction répond qu'elle les convoquera prochainement dans la mesure des emplois disponibles.

Combien de temps leur faudra-t-il attendre? Voilà la question.

Si l'on considère qu'après une réduction sensible des heures de travail on assiste maintenant à un important transfert d'ouvriers employés à Gennevilliers vers Meudon (autre usine du Groupe Chausson), ce qui permet entre autre de porter les ouvriers les plus combattifs en tête de liste des mutations pour cette usine réputée pour les multiples accidents qui s'y produisent.

Si donc les jeunes n'acceptent pas, pour un salaire dérisoire, les cadences infernales qui règnent à l'usine de Meudon, il leur reste peu de chance de retrouver un emploi dans leur ancienne usine.

Au C. E. la Direction répondit à un délégué qui lui posait une question concernant les emplois libérés par le départ du nouveau contingent de jeunes sous les drapeaux, qu'elle comptait sur ces places libres pour n'être pas dans l'obligation de licencier d'autres ouvriers.

La bourgeoisie va-t-elle profiter de la crise qui sévit actuellement dans certains secteurs de son économie pour constituer son armée de réserve de chômeurs qui placeraient les ouvriers dans une situation permettant aux capitalistes de baisser les salaires et d'aggraver encore la misère actuelle.

sures qu'elle entend continuer à prendre pour donner sa propre solution à la crise, c'est-à-dire faire payer à l'ensemble des ouvriers, employés et techniciens de l'usine les frais de la situation actuelle et ceux d'une éventuelle reconversion pour des productions de guerre.

LA MARCHÉ A L'UNITE

Mais malgré les manœuvres de la Direction, malgré les tentatives de diversion du S. I. R., malgré le honteux silence du Syndicat F. O. (qui a attendu la semaine dernière pour sortir une affiche qui se tait sur la crise actuelle et ses causes et se contente seulement de réclamer une meilleure organisation du paiement des pots cassés par les travailleurs sans dire un mot de l'unité d'action syndicale!), cette unité qu'ils craignent tous, gagne du terrain.

Alors que pendant un mois, la C. G. T. a été seule à expliquer les vraies raisons de la crise et à appeler à l'unité d'action pour la combattre et empêcher que les travailleurs n'en fassent les frais, une résolution commune vient maintenant d'être adoptée par les syndicats C. G. T. et C. F. T. C. qui s'adressent ensemble aux travailleurs de l'usine en leur demandant de signer des pétitions pour que :

1. Que lors de la discussion des problèmes économiques, à la prochaine séance du comité d'entreprise, le 14 novembre, des mesures soient envisagées dans le but d'enrayer la crise qui tend à se développer;

2. Que dans l'immédiat les réductions d'horaires ne se traduisent pas par une perte de salaires et qu'en conséquence soit accor-

dée une augmentation de salaire d'environ 8 %;

3. Que devant la situation actuelle soit appliquée la semaine légale de 40 heures avec le salaire de 48;

4. Que soit réunie au plus tôt la Commission supérieure des conventions collectives...

Et qui renouvellent ensemble les propositions d'unité d'action aux autres syndicats.

CEUVRONS POUR L'UNITE

Que les 40.000 de chez Renault poussent dans le même sens, et pas une organisation qui se réclame de la défense de leurs intérêts ne pourra répondre non à ces propositions d'action commune contre la diminution de salaires, les menaces de licenciement. Pour les 40 heures payées 48.

Dans les ateliers et les bureaux que se constituent des comités d'unité d'action qui réalisent l'unité entre les travailleurs de toute appartenance syndicale ou non syndiqués et exigent la réalisation au sommet des propositions faites par la C. G. T. et la C. F. T. C.

Cette unité d'action peut faire reculer Lefaucheur. La « V. O. » de la semaine dernière publie une proposition du Syndicat C. G. T. Renault pour une conférence des travailleurs de toutes les industries pour donner à la crise actuelle des solutions en faveur des intérêts des travailleurs. Cette proposition ne doit pas rester celle de la C. G. T. seule mais être adoptée par les autres syndicats de l'usine, et être organisée par les bureaux confédéraux C.G.T., C.F.T.C. et F.O.

L. PERIER.

COMMENT ECHAPPER à la crise économique

La caractéristique essentielle de l'économie du capitalisme, sept années après la fin de la deuxième guerre impériale, c'est qu'elle s'oriente de plus en plus vers la production des armements: aucun pays impérialiste n'échappe plus à cette évolution inéluctable: produire de plus en plus pour la guerre.

La cause fondamentale de cette évolution ne tient pas seulement au fait que le capitalisme a besoin d'armes pour faire la guerre en vue de se rouvrir les marchés qu'il a perdus, écraser les révolutions coloniales en cours et les mouvements révolutionnaires à venir, mais aussi au fait que le capitalisme subit, avec la perte du marché russe, chinois, des démocraties populaires, une crise des débouchés sans précédent.

Ainsi que Lénine l'a montré l'époque de l'impérialisme c'est avant tout l'époque de l'exportation des capitaux. Le rétrécissement du marché capitaliste, dû aux victoires successives de la révolution prolétarienne, oblige le capitalisme à se créer par la production d'armement, les débouchés qui lui manquent. C'est pourquoi la production des moyens de destruction devient de nos jours — et cela bien plus qu'avant la deuxième guerre mondiale, — une source essentielle de profit.

L'ECONOMIE DE GUERRE C'EST LA MISERE

Mais le développement de la production de guerre a évidemment comme conséquence d'entraîner l'appauvrissement des masses travailleuses — des ouvriers et des classes moyennes — et tôt ou tard le déclenchement de conflits armés. Jamais l'affirmation de Jaurès: le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage, ne s'est trouvée autant confirmée qu'actuellement.

De même jamais la lutte pour le renversement du système capitaliste et l'instauration du socialisme n'a été aussi impérieuse.

La bourgeoisie française engloutit plus d'un tiers du budget annuel du pays dans le chapitre: budget militaire. Celui-ci s'est réparti ainsi en 1952: 400 milliards pour la guerre d'Indochine, 413 milliards pour les dépenses du personnel et l'entretien du matériel, 406 milliards pour les études, les équipements et l'habillement, 165 milliards pour les fabrications d'armement.

Maintenant que la crise des débouchés se manifeste dans l'industrie des biens de consommation: textile, cycle, automobile, etc., où l'on enregistre la baisse d'activité et le chômage la bourgeoisie française ne peut que s'orienter de plus en plus activement vers la production des moyens de destruction afin de donner aux capitalistes les débouchés qui leur manquent. Si l'Etat arrive

à passer des commandes militaires importantes, la réalisation du profit se poursuivra pendant quelque temps.

LES TRAVAILLEURS PAYERONT LA NOTE!

Pour subventionner les commandes militaires il faut des capitaux énormes. Où l'Etat peut-il les trouver? Comme avant l'autre guerre, dans l'augmentation des impôts directs et indirects et dans le lancement des emprunts qui doivent permettre de faire rentrer dans les caisses du Trésor les réserves des classes moyennes. Mais déjà en France ces moyens apparaissent comme insuffisants pour financer un grand programme de production d'armements, car les masses travailleuses ont été saignées à blanc par les deux dernières guerres impérialistes, la guerre du Viet-Nam et les autres formes de répression coloniale.

En d'autres termes, il apparaît que la bourgeoisie française ne peut plus financer par ses propres moyens les programmes d'armement nécessaires à la ranimation de l'économie capitaliste.

C'est pourquoi elle se tourne vers l'impérialisme américain en implorant l'accroissement des « commandes off shore ». En 1952 celles-ci ont atteint 350 millions de dollars. Pour 1953 la bourgeoisie française voudrait qu'elles s'élèvent à 650 millions de dollars. Jusqu'alors les U. S. A. ont limité ce chiffre à 525 millions de dollars.

Mais le désaccord entre les deux bourgeoisies n'est pas limité au montant des commandes: il porte également sur la nature même de celles-ci. La bourgeoisie américaine tenant compte de ses propres intérêts, cherche surtout à passer des commandes de biens d'équipement (terrains d'aviation, bâtiments militaires, etc.) et d'armement léger. La bourgeoisie française, préoccupée par ses besoins propres voudrait que ces commandes servent à la fabrication de tous les moyens de destruction et surtout des avions, de l'armement lourd etc..., d'où toute la grande industrie tirerait d'énormes profits.

De nombreuses branches de l'industrie des biens de consommation sont touchées par le chômage. Elles peuvent connaître dans les mois à venir une certaine ranimation économique car le développement de la production de guerre ira de toutes façons en s'accroissant. Mais cette ranimation économique sera loin d'égaliser, en France, celle des années 1935-1939. Le capitalisme français est trop appauvri et trop ébranlé pour tirer de l'économie d'armement, les mêmes avantages qu'à cette époque; il est aussi trop dépendant de l'impérialisme américain.

Cet appauvrissement aura donc comme conséquence: rendre encore plus lourd aux

Suite de l'Editorial

Mais, objectent certains militants communistes, à quoi bon de telles propositions; nous ne sommes plus aux temps du front populaire où les socialistes voyaient en l'U. R. S. S. l'alliée contre le nazisme; nous sommes dans une période de préparation à la guerre contre l'U. R. S. S., et les socialistes n'ont pas la possibilité d'accepter le front uni, ils doivent sacrifier les intérêts ouvriers aux exigences de l'impérialisme.

Une bonne partie de cette analyse est juste. Mais la situation telle qu'elle est, avec sa perspective de guerre mondiale, n'implique pas qu'il faille renoncer à faire des propositions de front unique. Tout d'abord, parce qu'il n'est pas du tout certain que, sur certaines questions limitées, et sous une poussée de leur base, les dirigeants socialistes ne puissent être contraints à un front unique; par exemple, en matière de défense de l'école laïque. Ensuite, parce que si le raisonnement ci-dessus est convaincant pour celui qui est déjà convaincu de la trahison du parti socialiste, il ne l'est pas pour ceux qui suivent encore ce parti. La propagande doit s'appuyer sur l'expérience, elle ne peut pas la remplacer.

Des propositions de front unique de la direction du P.C.F. à la direction du P.S. ne recevront pas de réponse favorable, probablement pendant longtemps, peut-être n'auront-elles plus jamais de réponse favorable. Mais elles stimuleront la volonté des militants socialistes favorables au front unique, affaibliront l'autorité des chefs socialistes, faciliteront ainsi le plus large rassemblement des masses qui verront mieux l'opposition fondamentale des chefs socialistes à une lutte pouvant mettre en danger le régime capitaliste. De telles propositions de front unique ne doivent pas être faites une fois seulement. Elles doivent être renouvelées chaque fois qu'une situation propice se présente, aussi longtemps que des couches travailleuses resteront sous l'influence du réformisme. Faire des propositions de front unique à la direction de ce parti, ce n'est pas renoncer à la critique de ce parti, c'est au contraire se mettre en mesure de la mener de la façon la plus efficace.

Le capitalisme français s'orientera vers des mesures encore plus graves que celle prise chez Renault au sujet des heures de travail; il poussera les masses à une lutte défensive commune, que les directions ouvrières s'y prêtent ou non. Mais, pour que cette lutte se déroule dans les meilleures conditions, pour qu'elle évolue en une offensive victorieuse, il dépend des militants ouvriers, plus particulièrement des militants communistes, de forcer leurs directions à une lutte commune des deux principaux partis se revendiquant de la classe ouvrière et du socialisme.

larges masses travailleuses, le fardeau de la préparation à la guerre. Jamais leur misère et leur exploitation n'auront été si profondes.

UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Tant que subsistera le régime capitaliste la crise économique et le recul de la France iront s'accroissant. C'est seulement un gouvernement de la classe ouvrière, un gouvernement communiste-socialiste qui permettrait de stopper le développement du militarisme et de fournir à l'économie française les débouchés qui lui manquent. La réorganisation de l'économie sur une base planifiée (succédant à l'expropriation des trusts) aurait comme conséquence l'élévation du niveau de vie des masses et la suppression du chômage. Ainsi l'industrie des biens de production et celle des biens de consommation trouveraient dans le pays même une grande partie des débouchés qui leur manquent actuellement. Par le rétablissement des échanges commerciaux avec les pays antiimpérialistes, un tel gouvernement pourrait aussi accélérer la ranimation de l'économie française en lui ouvrant de nouveaux marchés extérieurs.

Mais pour atteindre un tel objectif il faut renoncer à l'idée absurde et qui désarme les militants communistes que la « coexistence pacifique » entre le régime capitaliste et le régime socialiste « est réalisable; il faut renoncer à faire croire à la classe ouvrière qu'il suffirait que l'impérialisme rétablisse des échanges commerciaux avec les pays antiimpérialistes pour résoudre la crise des débouchés, car ce qui est à l'origine de la crise de l'impérialisme c'est avant toute chose le manque de marchés pour investir librement ses capitaux, c'est-à-dire pour coloniser le monde.

Il faut éduquer la classe ouvrière dans l'idée que lutter pour les augmentations de salaires, contre le chômage, contre les préparatifs de la guerre impérialiste, contre les guerres coloniales, c'est lutter pour un gouvernement communiste-socialiste, c'est lutter pour son propre pouvoir.

Michèle MESTRE.

Imp. SOFRIM, 17, rue de Clignancourt
Le gérant: M. Mestre